

Crédits à la consommation sur Internet

Selon les résultats d'une enquête réalisée dans l'ensemble de l'Union européenne, la Norvège et l'Islande, sur les 562 sites contrôlés, seulement 30 % d'entre eux respectent la réglementation européenne applicable en matière de consommation et 70 % d'entre eux (393) feront l'objet d'une enquête plus approfondie.

Les principaux problèmes recensés sont les suivants :

- des informations manquantes dans la publicité pour le crédit à la consommation. Sur 258 sites (46 % des sites contrôlés), la publicité ne comprenait pas toutes les informations de base requises par la directive européenne sur le crédit à la consommation [taux annuel effectif global, inclusion ou non des frais de services connexes (ex assurances) dans le coût total du crédit, durée du contrat du crédit...];

- des omissions d'informations essentielles sur l'offre sur 244 sites (type de taux, durée du crédit et certains coûts afférents au crédit (commission de courtage...);

- une présentation trompeuse des coûts sur 116 sites (méthode de calcul du prix, ou absence d'information sur une assurance obligatoire supplémentaire).

Les autorités nationales prendront contact avec les opérateurs des entreprises afin d'obtenir des éclaircissements ou les inviter à corriger leurs sites et rendront compte de leur action à la Commission européenne avant l'automne 2012.

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

Communiqué de la BCE

Au cours du second semestre 2011, 310 000 faux billets en euros ont été retirés de la circulation, soit une baisse de 19,3 % par rapport au second semestre 2010 et une hausse de 4,7 % par rapport au premier semestre 2011. Les trois coupures de 20 euros, 50 euros et 100 euros constituent 95 % du total des contrefaçons. Pour mémoire, le nombre de billets authentiques en circulation est en moyenne de 14,4 milliards au second semestre 2011.

Communiqué de la Commission européenne

En 2011, le nombre de pièces en euros contrefaites a diminué de 15 % par rapport à 2010, soit 156 000 pièces. Les pièces de 2 euros représentent près des deux tiers de la contrefaçon devant les pièces de 1 euro et de 50 centimes.

Pour mémoire, quelques 16 milliards de pièces en euros authentiques sont actuellement en circulation pour les trois valeurs unitaires les plus élevées (0,50 €, 1 € et 2 €). La quantité réduite de pièces contrefaites est le résultat des efforts déployés par les Etats membres, la Commission/OLAF (Office européen de lutte antifraude) et les autres institutions de l'Union européenne.

Dossier législatif

1 – Fonctionnement de l'Union monétaire à Mayotte et à Saint-Pierre-et-Miquelon

La décision du gouverneur de la Banque de France du 27 décembre 2011, publiée au Journal Officiel de la République du 17 janvier 2012, rend applicable dans ces deux collectivités d'outre-mer les deux textes suivants :

- Le règlement de l'Union européenne n° 1358/2011 de la Banque centrale européenne du 14 décembre 2011 modifiant le règlement CE n° 1745/2003 (BCE/2003/9) concernant les réserves obligatoires (BCE/2011/26) ;
- La décision de la BCE du 14 décembre 2011 relative à des mesures temporaires supplémentaires concernant les opérations de refinancement de l'Eurosystème et l'éligibilité des garanties (BCE/2011/25).

Les textes susvisés sont consultables auprès des agences locales de l'IEDOM.

2 – Surendettement

L'Assemblée nationale a rejeté le 26 janvier 2012, la proposition de loi visant notamment à créer un répertoire national (parfois appelé « fichier positif ») géré exclusivement par la Banque de France et recensant les crédits accordés par les établissements de crédit aux personnes physiques pour des besoins non professionnels.

Outre-mer

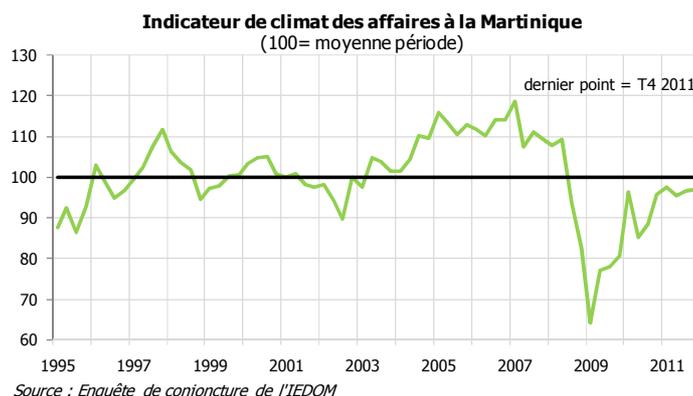
A l'initiative des ministères de l'outre-mer, de l'écologie et du tourisme, un passeport biodiversité a été élaboré afin de sensibiliser les voyageurs à la protection de la biodiversité en outre-mer tout en assurant une promotion de ces destinations touristiques. 300 000 passeports en français et en anglais seront diffusés dans les 12 territoires d'outre-mer qui représentent 80 % de la biodiversité française.

Le passeport vert « la biodiversité en outre-mer pour un tourisme responsable » est disponible en téléchargement à l'adresse suivante : <http://www.outre-mer.gouv.fr/?passeport-vert-la-biodiversite-en-outre-mer.html>

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Climat des affaires

L'indicateur de climat des affaires est stable au quatrième trimestre 2011 (+0,1 point) et se situe à un niveau légèrement supérieur à son niveau du quatrième trimestre 2010. Il reste toutefois en deçà de sa moyenne de longue période (-3,2 points). Cette stabilité s'explique par l'appréciation positive portée par les chefs d'entreprise sur le trimestre passé, contrebalancée par leurs anticipations à la baisse pour le premier trimestre 2012. L'activité est bien orientée au quatrième trimestre, notamment dans les secteurs du BTP, du tourisme et des services aux entreprises. La stabilité des prix est favorable au maintien de la consommation des ménages. Les prévisions d'investissement progressent pour le second trimestre consécutif et retrouvent leur moyenne de longue période.



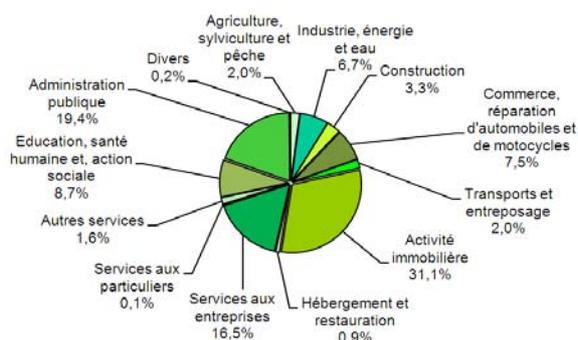
Circulation fiduciaire

Au 31 décembre 2011, les émissions nettes de billets ont progressé de 9,2% en volume et de 10,5% en valeur, sur un an. Elles s'établissent à 19,9 millions de billets au total (contre 18,2 millions un an plus tôt) pour une valeur de 794 M€ (contre 719 M€). En volume, les coupures de 50 € représentent 51,8% des billets en circulation (64,8% en valeur). Parallèlement, les émissions nettes de pièces ont progressé de 7,2% en volume et de 3,8% en valeur, en 2011. Au 31 décembre 2011, on dénombrait 172,1 millions de pièces en circulation (contre 160,5 millions un an plus tôt) pour une valeur totale de 23,4 M€ (contre 22,6 M€).

Service central des risques

Les encours des crédits aux entreprises et aux collectivités, recensés par le Service central des risques de la Banque de France, sont en progression (+0,4% au dernier trimestre 2011 et +2,0% sur l'année). Ils atteignent 5,5 milliards d'euros fin 2011. Trois secteurs totalisent à eux seuls les deux-tiers des encours : il s'agit des activités immobilières (31,1% des encours), des administrations publiques (19,4%) et des services aux entreprises (16,5%). Les crédits aux administrations publiques augmentent sensiblement en fin d'année (+6,0% au dernier trimestre 2011 et +5,3% sur l'année). Les crédits immobiliers progressent également (respectivement +0,9% et +2,4%). En revanche, le secteur des services aux entreprises est en repli à la fin de l'année (-4,5% sur le trimestre et -1,5% sur l'année).

Répartition des risques par secteur au 31 décembre 2011



Source : Banque de France

Observatoire des tarifs bancaires

Lors de la réunion de l'Observatoire des prix, qui s'est tenue le 16 janvier, sous la présidence de Jean-Luc MARON, Magistrat à la Chambre régionale des comptes de Pointe-à-Pitre, l'IEDOM a présenté les conclusions du premier rapport de l'Observatoire des tarifs bancaires aux particuliers. Ce rapport met en exergue la tendance à la baisse des tarifs bancaires à la Martinique entre avril 2009 et avril 2011. Toutefois, huit des treize tarifs courants identifiés restent supérieurs en Martinique aux tarifs pratiqués dans l'hexagone. Le rapport de l'Observatoire des tarifs bancaires est disponible sur le site de l'IEDOM (www.iedom.fr).

BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Visite du Médiateur national du crédit

A l'invitation du Préfet, Laurent PREVOST, le Médiateur national du crédit, Gérard RAMEIX, a effectué à la Martinique sa première mission dans une collectivité d'outre-mer, du 23 au 25 janvier. Le Médiateur départemental du crédit est le Directeur de l'IEDOM, Philippe LA COGNATA. Mise en place en 2008, la médiation offre un recours aux entreprises qui rencontrent des difficultés de financement et s'assure que les banques continuent de soutenir l'économie. Depuis la mise en place du dispositif, 139 entreprises martiniquaises ont demandé une médiation et, pour 53% des dossiers éligibles étudiés, les démarches engagées ont permis de surmonter un refus initial des banques. Face à la baisse du nombre de dossiers présentés en Médiation, la visite du médiateur national doit permettre de relancer le dispositif (pour toute information : www.mediateurducredit.fr).

Mise en place du Comité de pilotage du PADM

Le Comité de pilotage du Plan d'actions de développement de la Martinique a été officiellement installé, le 18 janvier, par le Président du Conseil régional, Serge LETCHIMY. Le PADM remplace le Schéma martiniquais de développement économique et devrait être adopté en 2013, après consultation de la population.

ACTUALITE REGIONALE

Admission de la Martinique comme membre associé de l'OECO

Une délégation de l'Organisation des Etats de la Caraïbe Orientale a été reçue le 27 janvier à Fort-de-France. Serge LETCHIMY, Président du Conseil régional, et Baldwin SPENCER, Premier ministre d'Antigua et Barbuda, ont signé une déclaration d'intention de coopération, qui marque l'admission de la Martinique comme membre associé de l'OECO. Cette signature fait suite à la décision prise dans ce sens lors de la 54^{ème} réunion de l'OECO. Le Préfet, Laurent PREVOST, a confirmé le soutien de la France à cette démarche, formalisé par un courrier du Ministre des Affaires étrangères, Alain JUPPE, à l'OECO.

Organisation des Etats de la Caraïbe Orientale (www.oecs.org)

L'Organisation des Etats de la Caraïbe Orientale est une organisation de coopération régionale, créée le 18 juin 1981. Elle comprend, à ce jour, 9 membres et membres associés : Anguilla (membre associé, PTOM), Antigua et Barbuda, la Dominique, Grenade, les Iles Vierges britanniques (membre associé, PTOM), Montserrat (membre associé, PTOM), Saint-Kitts et Nevis, Sainte-Lucie et Saint-Vincent et les Grenadines. Son Secrétariat est installé à Castries, la capitale de Sainte-Lucie.

Le principal objectif de l'OECO est de promouvoir la coopération économique entre ses membres, au niveau régional et international, et de les assister dans la mise en œuvre de leurs obligations en matière de droit international. L'OECO est également dotée d'une banque centrale qui supervise les opérations ayant trait à l'utilisation de l'East Caribbean Dollar.

PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Prix (source : INSEE)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	- déc. 2011	126,5	+0,5 %	+2,0 %
Chômage (source : DIECCTE)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) Indicateur de chômage (pop. active : 168 886)	- déc. 2011 - déc. 2011	41 700 24,7 %	-2,0 %	+3,5 % +0,3 pt
Allocations chômage (source : Pôle emploi)	Nombre d'allocataires de Pôle emploi	- déc. 2011	22 899	+11,2 %	+11,8 %
RSA (source : CAF)	Nombre de bénéficiaires payés	- déc. 2011	37 351	-0,5 %	-
Commerce extérieur (source : douanes)	Importations (millions d'euros)	- déc. 2011	254,0	+9,4 %	-10,3 %
	Exportations (millions d'euros)	- déc. 2011	20,7	-18,4 %	-50,7 %
	Taux de couverture mensuel		8,1 %		-6,7 pts
Grande distribution (source : DIECCTE)	Chiffre d'affaires (millions d'euros)	- déc. 2011	66,7	+64,4 %	+6,0 %
	Cumul annuel de chiffre d'affaires (millions d'euros)	- déc. 2011	522,0		+3,7%
Vulnérabilité des ménages (source : IEDOM)	Personnes physiques en interdit bancaires	- déc. 2011	17 581	-1,1 %	-1,8 %
	Retrait de cartes bancaires (cumul)	- déc. 2011	5 130	-	-17,0 %

INDICATEURS SECTORIELS			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (source : CCIM)	Nombre de passagers (hors transit)	- déc. 2011	152 022	+35,1 %	+6,1 %
		- cumul annuel	1 620 833		+4,1 %
Trafic maritime (source : DD PAF)	Nombre de croisiéristes	- déc. 2011	15 043	ns	+76,4 %
		- cumul annuel	37 932	-	-48,8 %
Construction (source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	- déc. 2011	15 176	-1,1 %	-9,6 %
		- cumul annuel	199 878		-0,2 %
Immatriculations (source : AAA)	Véhicules particuliers neufs (VPN)	- janvier 2012	855	-63,7 %	+0,6 %
	Véhicules utilitaires neufs (VUN)	- janvier 2012	158	-58,6 %	+14,5 %
	Cumul annuel (VPN et VUN, hors bus, porteurs et tracteurs)		1 013	-	+2,5 %

PRINCIPAUX TAUX D'INTERET ET DE CHANGE

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	1,00%	14/12/2011
Taux de la facilité de prêt marginal	1,75%	14/12/2011
Taux de la facilité de dépôt	0,25%	14/12/2011

Taux d'intérêt légal				Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/11)			
ANNEE	2012	JO du 08/02/12	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2011	0,38%	JO du 03/02/11	2,25%	2,75%	2,50%	1,50%

* hors prime d'Etat

Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (Janvier 2012)			
Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,9835%	0,7845%	0,6168%	0,3877%	0,8380%	1,2230%	1,5060%	1,8370%

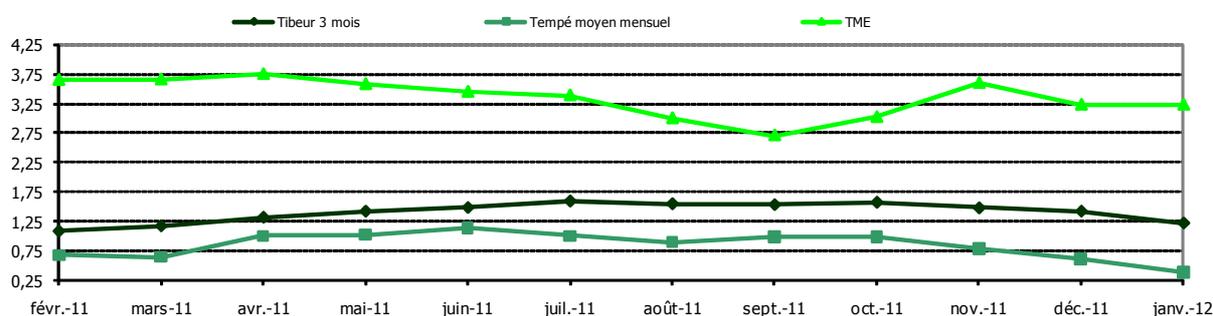
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	octobre	Novembre	Décembre	Janvier
3,02%	3,60%	3,23%	3,23%	3,22%	3,80%	3,43%	3,43%

Taux de l'usure (applicable au premier trimestre 2012)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure		
Prêts immobiliers		Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	15,78%
Prêts à taux fixe	6,24%	Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 6 000 €	10,60%
Prêts à taux variable	5,83%	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts relais	6,43%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,67%
Autres prêts		Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	5,45%
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €	20,65%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	6,29%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 € et prêts viagers hypothécaires	19,15%	Découverts en compte (1)	13,80%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 €	13,98%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	6,53%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 3 000 € et < ou = à 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	17,69%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 3 000 € et < ou = à 6 000 €	12,51%	Découverts en compte (1)	13,80%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

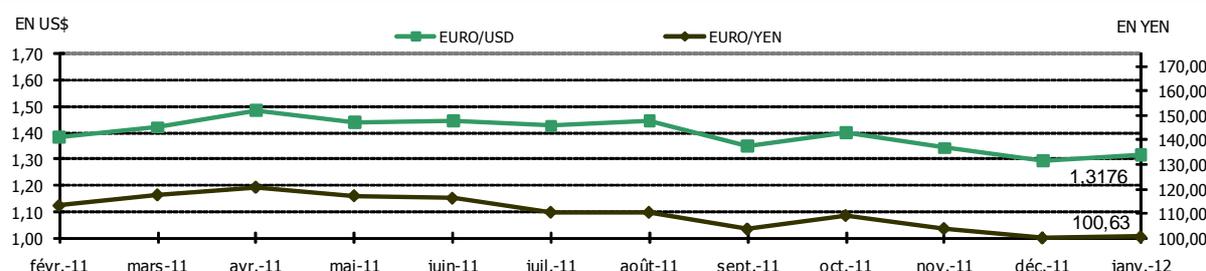
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,3176	EURO/ZAR (Afrique du sud)	10,2530	EURO/SRD (Surinam)	4,31760
EURO/JPY (Japon)	100,6300	EURO/BWP (Botswana)	9,58170	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,34200
EURO/CAD (Canada)	1,3134	EURO/SCR (Seychelles)	18,6441	EURO/DOP (Rép. Dom.)	50,9612
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,83510	EURO/MUR (Maurice)	38,3354	EURO/BBD (La Barbade)	2,61680
EURO/SGD (Singapour)	1,6487	EURO/BRL (Brésil)	2,2893	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,36000
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,2194	EURO/VEF (Vénézuéla)	5,61910	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2871,8841	EURO/XCD (Dominique)	3,5326	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	